

Article rédigé par *Maxime Tandonnet*, le 10 janvier 2017

[Source : Magistro]

2016 a commencé dans la peur, après une année 2015 ensanglantée par le terrorisme, en particulier les attentats de Paris des 7 et 9 janvier puis du 13 novembre qui ont fait 130 morts. C'est peu de le dire : la réponse des dirigeants politiques ne fut pas à la hauteur du drame épouvantable qui a frappé la France. Le thème de la déchéance de la nationalité, comme mesure emblématique destinée à répondre à la menace terroriste, annoncé lors du discours de Versailles du chef de l'État à l'issue du massacre du 13 novembre, a dominé le premier trimestre politique de 2016. Il a déchiré la gauche comme la droite. Fin mars, après trois mois de guerre idéologique incompréhensible, le pouvoir politique, face à une opinion abasourdie par tant de remue-ménage, renonçait à son projet de révision constitutionnelle en faveur de cette mesure.

Autre trimestre, autre psychodrame : la réforme du droit du travail dès la fin de la polémique sur la déchéance de la nationalité, mobilisait l'attention médiatique. Un mouvement de grèves et de manifestations s'enclenchait dans le pays, provoquant un mécontentement général. Confronté aux déchirures de sa majorité le gouvernement faisait acte d'autorité en utilisant le fameux article 49-3 de la Constitution qui permet l'adoption d'un texte de loi sans vote. Mais cette réforme, après des semaines d'agitation, vidée de sa substance, ne trouvait même pas grâce auprès des représentants du patronat qui le jugeaient inutile voire nocive sur certains points pour la compétitivité.

Et puis, dans ce tumulte général, le sang a recommencé de couler en Europe, subissant les conséquences directes de la guerre qui ravage le Moyen-Orient. Le 22 mars, l'aéroport de Bruxelles était frappé par un attentat qui faisait 30 morts. En France, la tragédie se poursuivait : le terrorisme frappait à Nice pendant la fête du 14 juillet où un camion fou provoquait la mort de plus de 80 personnes dont une dizaine d'enfants, sur la promenade des Anglais. La France touchée une nouvelle fois au cœur ne donnait cette fois-ci, contrairement aux massacres précédents, aucun signe de solidarité autour de ses dirigeants politiques. Bien au contraire, la tragédie de Nice entraînait, pour la première fois, une polémique sur le dispositif de sécurité. Deux semaines plus tard, le djihadisme frappait une cible emblématique de la France profonde avec le meurtre d'un prêtre âgé, pendant la messe, dans la commune normande de Saint-Étienne de Rouvray.

Dans ce contexte tragique qui a sidéré l'ensemble de l'Europe, voire du monde occidental, la vie politique a été marquée par la révolte des peuples et la crise de confiance envers le monde politique et médiatique, les élites en général. 2016 signe le paroxysme d'une profonde rupture entre la sensibilité d'en haut, des milieux d'influence et de pouvoir, ceux qui détiennent les leviers de l'expression médiatique, et les majorités silencieuses, les peuples dits "d'en bas". Les premiers cultivent une vision axée sur l'ouverture des frontières, la mobilité planétaire, la valorisation des minorités et de la société multiculturelle. Les seconds s'accrochent à la nation, aux frontières, à leurs traditions et modes de vie, comme repères dans un monde en ébullition. 2016 a été dominée par cet affrontement entre "mondialisation" et "populisme" selon les termes qu'il est convenu d'utiliser. Dans cette lutte de plus en plus tranchée, les "peuples d'en bas" ont pris l'ascendant pour la première fois. Le Brexit, en a été le premier signe : contre les sondages et les prédictions alarmistes de la

plupart des éditorialistes, commentateurs, responsables politiques et économiques, en juin, les Britanniques se sont prononcés pour la sortie d'une Union européenne accusée d'impuissance dans la régulation des flux migratoires. La seconde secousse est survenue en Allemagne, aux élections régionales de septembre marquées par un vote de défiance envers la chancelière Merkel, à qui une partie de l'opinion reproche une politique migratoire laxiste, jugée responsable de l'arrivée en Allemagne d'un million de migrants.

Puis, la troisième secousse est venue de la victoire aux élections présidentielles américaines de Donald Trump en novembre, contre les sondages, l'avis des experts, à l'issue d'une campagne virulente contre l'Establishment et son "politiquement correct". Enfin, la fin de l'année 2016 a donné lieu, en France, à des chambardements politiques majeurs qui peuvent aussi s'interpréter comme le signe d'une volonté de la nation de reprendre son destin en main. La victoire de M. François Fillon aux primaires de la droite et du centre, qui en a fait le favori des élections présidentielles de mai 2017, se rattache aussi à cette révolte populaire. Contre le candidat donné largement favori des médias et des sondages, depuis plus d'un an, M. Alain Juppé, les électeurs ont choisi de bousculer les pronostics et de plébisciter une personnalité marquée par la sobriété, le sérieux d'un programme, la générosité de son appel en faveur des chrétiens d'Orient dont la communauté, victime de violences barbares, est en cours de destruction. Ce succès s'explique par son contraste avec la grande exubérance d'une vie politique dominée depuis trop longtemps par la gesticulation et la logorrhée comme masques de l'impuissance.

Dernier coup de tonnerre : le renoncement du président Hollande à briguer sa propre succession en 2017. Affaibli par le scandale de la parution de son livre de confidences aux journalistes Lhomme et Davet en octobre, atteignant des sommets dans l'impopularité, il prend ainsi acte de la défiance à son égard de l'opinion publique. L'annonce de sa non-candidature, comme les défaites d'Alain Juppé et de Nicolas Sarkozy aux primaires, semblent marquer un tournant en cette fin 2016, dans la composition du personnel politique français, sous la pression populaire.

Mais l'attente d'un renouveau ne se limite pas aux visages, elle porte sur le fond de la vie politique. Elle manifeste la volonté de mettre fin à la dictature de la communication et de la personnalisation excessive du pouvoir. Elle exprime une attente de sobriété, de modestie, de vérité, de rejet de la démagogie, de retour à l'intérêt général, à l'action et à la quête de l'efficacité pour le seul bien public, dans un climat profondément morose, endeuillé par l'attentat de Berlin qui provoque la mort de 12 personnes sur le marché de Noël. L'année 2017, dans un contexte international qui s'annonce profondément instable dominé par une nouvelle guerre froide entre les États-Unis et la Russie, tandis que le chaos bat son plein en Syrie comme en Irak, répondra-t-elle à cette espérance ?

Paru sur *Figarovox*, 29 décembre 2016